



Association du corps intermédiaire et des doctorant-e-s de l'Université de Lausanne

*Aux participant-e-s de la manifestation
anniversaire du FNS à Berne,
le 11 janvier 2012*

Lausanne, le 19 janvier 2012

Mesdames, Messieurs,

Le 11 janvier s'est tenue à Berne une journée de rencontre avec les jeunes chercheurs-euses travaillant en Suisse, à l'occasion du 60^e anniversaire du Fonds national suisse de la recherche scientifique. Le courrier électronique d'autocongratulation envoyé par la division communication du FNS en date du 13 janvier ne peut rester sans réponse. Le déroulement de la journée, la mauvaise organisation des discussions (groupes trop nombreux, échanges difficiles et non traduits, gestion autoritaire de la prise de parole, etc.), et la mise à l'écart des opinions critiques envers l'action du FNS doivent être soulignés et sévèrement dénoncés. Si cette journée était censée donner une image du travail du FNS, force est d'admettre que nous nourrissons alors à son sujet les plus vives inquiétudes.

Nous souhaitons dès lors attirer l'attention des instances dirigeantes du FNS, ainsi que des nombreux-euses participant-e-s à cette journée, sur plusieurs points qui n'ont pas du tout été évoqués dans les différentes « synthèses » proposées au cours de la journée. Ils méritent au minimum d'être portés à votre connaissance.

1. Pour éviter que certaines orientations à l'intérieur des différentes disciplines ne deviennent hégémoniques, **il est impératif que les mandats dans toutes les commissions du FNS soient non renouvelables**, et il serait extrêmement judicieux de **tirer au sort leurs membres** (parmi les personnes intéressées). Le problème est particulièrement aigu dans les sciences humaines et sociales, où la domination d'un paradigme grâce au contrôle du financement fédéral peut durablement miner la diversité, et donc la qualité, des recherches au sein d'une discipline.

2. **L'alignement systématique du FNS sur les procédures et les habitudes des sciences naturelles et du domaine bio-médical est extrêmement dommageable** pour la qualité et l'originalité des recherches en sciences humaines et sociales, qui ne répondent pas aux mêmes fondements épistémologiques. Il est crucial que le FNS reconnaisse leur type alternatif de scientificité, le mette en avant et le soutienne activement. Les déséquilibres dans l'attribution des PNR sont une preuve évidente que les procédures de sélection favorisent structurellement les sciences naturelles et le domaine bio-médical.
3. Le processus de Bologne, imposé aux universités suisses par le Secrétariat d'État à la Recherche, a conduit à une augmentation très importante du nombre d'étudiant·e·s, qui devait normalement s'accompagner d'une augmentation tout aussi importante des postes d'enseignement et de recherche, en particulier dans des postes de relève. L'effort a été très clairement insuffisant depuis dix ans. L'objectif de ces dix à vingt prochaines années doit dès lors être de compenser le retard pris par la Suisse sur ce plan, en **créant dans toutes les disciplines et toutes les hautes écoles un grand nombre de postes**. La responsabilité doit en être partagée par les cantons et la Confédération.
4. Les présentations des différent·e·s chercheurs·euses invité·e·s par le FNS le 11 janvier étaient excessivement personnalisées, comme si tous les parcours académiques ne pouvaient qu'être singuliers et que la réussite dans le monde universitaire ne dépendait que d'un peu de chance. Au niveau du FNS, **il est proprement aberrant de concevoir la relève universitaire comme étant fonction des seules motivations personnelles**. D'un point de vue politique, il s'agit de mettre en place des structures, des financements et des procédures qui suscitent et valorisent la relève universitaire en Suisse, afin d'éviter qu'il s'y produise ce à quoi l'on assiste dans d'autres secteurs : compter sur les systèmes étrangers pour nous fournir les personnes dont nous avons besoin (la comparaison qui a été faite durant la journée du 11 janvier entre les universités et le « Real Madrid » – essentiellement composé de joueurs étrangers – était glaçante de vérité, montrant bien que la relève est le parent pauvre du financement de la recherche en Suisse).
5. La recherche est un *travail salarié*, qui doit être rémunérée décemment. Ce n'est pas le cas aujourd'hui, le salaire net d'un·e doctorant·e FNS en première année se situe en dessous de 3'000 frs, ce qui est absolument inacceptable. **Il faut une revalorisation immédiate et substantielle des salaires versés par le FNS**, et une attention aux cotisations sociales payées sur ces salaires (notamment les cotisations à l'assurance chômage et au deuxième pilier, en particulier pour les bourses).

6. Il est étrange de parler de relève sans se demander comment certain·e·s étudiant·e·s décident un jour de se lancer dans une carrière universitaire. **La meilleure promotion de la relève reste encore l'enseignement**, très largement ignoré par les différents instruments de financement du FNS et très peu valorisé dans le parcours des chercheurs·euses.
7. La réduction systématique de la promotion féminine aux questions *familiales* est très préoccupante. Nous n'avons cessé de rappeler durant toute la journée que **les femmes sont discriminées à l'université** (comme partout ailleurs) **en tant que femmes et non en tant que mères**. La différence n'est pas anodine, et doit impérativement être prise en compte par les hautes écoles et le FNS (qui le fait certes déjà partiellement). Rappelons également que les femmes ne sont pas les seules à avoir des enfants, et que les pères peuvent aussi parfois se trouver dans des situations difficiles.
8. Nous contestons la conception visant à l'excellence systématique, car elle est logiquement insensée et politiquement suicidaire. **Pour atteindre l'excellence, il faut d'abord avoir un grand nombre de recherches et de chercheurs·euses financés**. Ne pas voir cela revient en fait, pour le FNS, à laisser financer le fonctionnement normal des institutions de recherche par d'autres (*i.e.* les cantons, pour l'essentiel) et à en récolter les fruits une fois qu'ils ont muri. La Confédération, *via* le FNS, doit elle aussi contribuer au financement de ce fonctionnement normal.
9. Nous avons demandé à plusieurs reprises durant la journée du 11 janvier d'imaginer une rétrocession d'une partie substantielle du budget du FNS aux universités elles-mêmes. Si le FNS est assurément l'organe idoine pour attribuer des fonds de recherche pour de grands projets impliquant plusieurs institutions (ce que font les PNR), il serait très inquiétant de voir la recherche se limiter à ces projets-là. La concentration toujours plus avancée des financements pour des projets individuels dans les mains de la Confédération n'est pas souhaitable, car certains cantons n'ont pas les moyens de soutenir aussi activement qu'il le faudrait la recherche dans leur université ou leurs hautes écoles. **Le fédéralisme d'exécution** (la confédération paie, les institutions cantonales attribuent les fonds) **doit**, comme dans de très nombreuses politiques fédérales, **également être appliqué au domaine de la recherche**.
10. **Les universités et le savoir ne peuvent survivre si la recherche fondamentale n'est pas promue très activement**, et ce dans toutes les disciplines. C'est d'autant plus important que la puissance publique est la seule à même de le faire. Le savoir n'a pas besoin d'être « utile » ni la recherche « appliquée » pour avoir une valeur !

Dans l'espoir que les inquiétudes et les souhaits exprimés dans ces dix points soient entendus, nous souhaitons par cette initiative montrer l'ampleur et la nécessité du travail encore à accomplir pour qu'une véritable politique de relèvement universitaire voie le jour en Suisse.

Signataires :

- Antoine Chollet, chargé de cours en théorie politique, UNIL
- Vanessa Monney, doctorante FNS en science politique, membre du comité d'ACIDUL, UNIL
- Nicolas Turtschi, doctorant, membre du comité d'ACIDUL, IDHEAP
- Benjamin Rudaz, doctorant, membre du comité d'ACIDUL, UNIL
- Jean-Baptiste Blanc, membre du comité d'ACIDUL, UNIL
- Melaine Laesslé, doctorant FNS en administration publique, IDHEAP
- Simone Horat, doctorant en science politique, UNIL
- Martina Avanza, Maître assistante en sociologie politique, UNIL
- Philippe Vonnard, doctorant en sciences du sport, UNIL
- Edmée Ballif, doctorante en sciences sociales, UNIL
- Laurent Tippenhauer, doctorant FNS en administration publique, IDHEAP
- Johann Dupuis, doctorant FNS en administration publique, IDHEAP
- Rémi Schweizer, doctorant FNS en administration publique, IDHEAP
- Aurélien Abrassart, assistant-doctorant en administration publique, IDHEAP
- José Formaz, assistant-doctorant en administration publique, IDHEAP
- Grégory Quin, chercheur en sciences du sport, UNIL
- Thierry Bornand, assistant en histoire des idées politiques, UNIL
- Jonathan Miaz, assistant en science politique, UNIL
- Jean-Marie Chenou, assistant en sciences politiques (relations internationales), UNIL
- Alexandre Dafflon, assistant en science politique, UNIL
- Camille Masclat, assistante en sociologie politique, UNIL
- Stéphanie Pache, doctorante en histoire de la médecine, UNIL